



ARRETE

Portant interdiction provisoire de stationnement et restriction de la circulation des véhicules et des piétons

N°AR01_2023_0007

Le Maire ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la voirie routière ;

Vu le Code de la route ;

Vu l'avis **favorable** du Conseil Départemental des Hauts-de-Seine en date du 09 janvier 2023

Vu l'arrêté n°AR01_2020_0235 du 7 juillet 2020 (R.D. du 8 juillet 2020) portant délégation de fonction à Monsieur Jacques BISSON, 7ème maire-adjoint, dans les domaines de l'ordre et de la sécurité publique, espace et réseaux publics, transport en commun des personnes, marché aux comestibles ;

Considérant que dans le cadre des opérations de maintenance préventives et curatives sur les caméras de vidéoprotection entrepris par la **société ENGIE INEO INFRACOM-EQUANS 333, rue Marguerite Pérey 77127 LIEUSAIN, pour le compte de l'Etablissement Public Territorial GPSO**, il est nécessaire d'interdire ponctuellement et provisoirement le stationnement des véhicules et de restreindre la circulation des véhicules et des piétons sur l'ensemble des voies communales et départementales ;

ARRETE

Article 1 : Sur l'ensemble des voies communales et départementales, le stationnement sera interdit ponctuellement et provisoirement et la circulation des véhicules et des piétons restreinte :

Du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023

Article 2 : Les mesures suivantes seront prises :

- **Le cheminement des piétons devra être assuré en toute sécurité en toutes circonstances sur le trottoir et au besoin dévié ;**
- **Un balisage adapté et conforme sera mis en place en toutes circonstances ;**
- **Le stationnement sera neutralisé et considéré comme gênant au droit du chantier ;**
- **La chaussée sera ponctuellement rétrécie avec mis en place d'un alternant manuel et homme trafic ;**

- **La circulation des véhicules sera maintenue en toutes circonstances ;**

Ces mesures feront l'objet d'une signalisation spécifique par le demandeur.

La remise en état et le nettoyage de la voirie à l'issue des travaux sont à la charge du demandeur :

Article 3 : Pendant la durée des travaux, tout mobilier urbain, candélabre ou aménagement public à proximité immédiate ou à l'intérieur de la zone de chantier, seront obligatoirement protégés. Toute dégradation constatée après travaux sera de la responsabilité de l'entreprise qui en supportera la remise en état.

Article 4 : L'entrepreneur assurera à ses frais la signalisation réglementaire de cette interdiction.
Il s'assurera que la collecte des déchets ménagers s'effectue normalement.

Article 5 : Le demandeur préviendra les services compétents de la Ville avant de commencer les travaux pour qu'ils puissent en surveiller l'exécution. Ces travaux seront vérifiés par le Directeur en charge de l'Espace Public.

Article 6 : Les contrevenants aux dispositions du présent arrêté seront poursuivis conformément aux lois en vigueur.

Article 7 : Monsieur le Commissaire de Police de Sèvres, tout agent de la force publique et agents communaux, Madame la Directrice Générale des Services sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 8 : Copie du présent arrêté sera adressée à :

- Direction de proximité de la zone Ouest de l'Etablissement Public Territorial G.P.S.O - 2, rue de Paris- 92196 MEUDON Cedex ;
- Monsieur le Commissaire de Police de Sèvres ;
- Centre de secours des Sapeurs-Pompiers de BOULOGNE-BILLANCOURT ;
- Service Espace Public de la Ville de Chaville ;
- Service Police Municipale de la Ville de Chaville ;
- Société ENGIE INEO INFRACOM-EQUANS 333, rue Marguerite Pérey 77127 LIEUSAIN
- EPI 78-92 ;
- Société Keolis ;
- RATP ;

Fait à Chaville, le 09 janvier 2023

Pour le Maire et par délégation



Jacques BISSON

Maire-Adjoint délégué à l'espace et réseaux publics